(N° 11.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1888-1889.

Projet de Loi portant réduction des droits d'enregistrement sur les actes de prestation de serment.

(Voir les n^{os} 136 et 181, session de 1887-1888, de la Chambre des Représentants.)

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont assujettis à un droit fixe d'enregistrement de fr. 2-50, les actes de prestation de serment, pour entrer en fonctions, de tous les citoyens chargés d'un ministère ou d'un service public quelconque, dans l'intérêt de l'État, des provinces, des communes ou des établissements publics, lorsque le mandat n'est pas salarié actuellement ou que la rémunération n'est pas supérieure à 1,500 francs.

Quand la rémunération est supérieure à 1,500 francs, le droit d'enregistrement est fixé à 5 francs. Ce droit est applicable aux actes de prestation de serment des avocats, avoués, notaires et huissiers.

L'acte de prestation de serment mentionne le chiffre du traitement ou le montant estimatif de la rémunération.

Il est enregistrable dans les vingt jours de sa date, sous peine du double droit.

Les actes de prestation de serment non prévus par les dispositions ci-dessus, sont enregistrés au droit fixe de fr. 2-50, dans le délai et sous la peine établis à l'alinéa précédent.

ART. 2.

Sont exemptes de l'enregistrement, les prestations de serment entre les mains du Roi; celles des officiers et autres personnes faisant partie de la garde civique ou de l'armée, et celles qui ont lieu pour des fonctions non salariées,

(2)

conférées par élection ou autrement, et ne comportant pas de rémunération actuelle ni éventuelle.

ART. 3.

Il ne sera perçu aucun droit ou émolument de greffe.

Bruxelles, le 13 décembre 1888.

Les Secrétaires,
ANSPACH-PUISSANT.

*Le Président de la Chambre
des Représentants,*
T. DE LANTSHEERE.